

Communiqué de presse

Vendredi, 25 mai 2018

*Le private banking – un secteur d'exportation clé pour la Suisse*

## **La gestion de fortune suisse a besoin d'un modèle d'intégration en Europe**

**Les questions de l'accès au marché européen, et plus largement des relations de la Suisse avec l'Union européenne, ont été au cœur du troisième Private Banking Day organisé à Lugano conjointement par l'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) et l'Association de Banques Suisses de Gestion (ABG). La manifestation a réuni des personnalités de la banque privée, de la politique, de l'économie et de l'administration et fait la part belle au canton du Tessin.**

La gestion de fortune privée et institutionnelle, qui génère plus de 50% des revenus du secteur bancaire, a la caractéristique encore méconnue d'être une activité d'exportation. En effet, les services rendus sont produits en Suisse et fournis à des clients dont les deux tiers résident à l'étranger, principalement en Europe. C'est pourquoi, dans son discours de bienvenue, Yves Mirabaud, président de l'ABPS, a insisté sur l'importance de bonnes relations entre la Suisse et l'UE, et plus particulièrement sur la nécessité de disposer d'un accès actif et sans entrave au marché européen : « *En dépend la capacité des banques à exporter leurs services tout en maintenant emplois et recettes fiscales en Suisse* », a-t-il précisé. Pour ce faire, il a exposé différents scénarios possibles, des accords bilatéraux avec certains pays à l'accord, encore hypothétique, sur les services financiers avec l'UE, en passant par les procédures d'équivalence quand elles sont prévues par le droit européen.

Puis, Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe et Ministre des finances des Pays-Bas jusqu'à fin 2017, a présenté ses vues concernant l'évolution future du marché financier européen. Ce dernier est tiraillé entre plusieurs forces politiques : celles visant à centraliser les compétences, voire à ériger de nouvelles protections vis-à-vis de l'extérieur de l'UE, celles qui prônent un retour aux compétences nationales des Etats membres de l'UE et celles qui poursuivent une politique de compétitivité axée sur des marchés ouverts sur le monde. Il a également évoqué leur impact sur les pays tiers, comme la Suisse. Et Jeroen Dijsselbloem de prévenir la Suisse : « *Quelle que soit l'issue et en raison de la prise de conscience qui s'est opérée suite au Brexit, la politique financière de l'UE aura un impact certain pour les pays tiers comme la Suisse qui veulent interagir davantage avec elle.* »

A la suite de quoi, le Conseiller fédéral Ignazio Cassis, Chef du Département fédéral des affaires étrangères DFAE, a esquissé les grandes lignes de la politique européenne du Conseil fédéral. Il a entre autres montré que la question des services financiers ne sera pas réglée directement avec l'UE, mais bilatéralement avec ses membres. Ignazio Cassis rappelle : « *Le Conseil fédéral a pleinement conscience que la gestion de fortune constitue un secteur d'exportation clé pour la Suisse et s'engage pour les meilleures solutions possibles, en particulier en matière de services financiers transfrontaliers.* »

La discussion s'est ensuite poursuivie dans le cadre d'une table ronde composée de Christian Vitta, Conseiller d'Etat et Directeur du Département des finances et de l'économie du canton du Tessin, d'Yves Nidegger, Conseiller national UDC genevois, d'Alberto Petruzzella, Président de l'Association bancaire tessinoise et de John Williamson, Président du conseil d'administration d'EFG International AG et membre du Comité de l'ABG. Dans le cadre de ce débat, ces invités ont tenté d'esquisser le meilleur modèle d'intégration possible de la Suisse dans le secteur des services financiers.

Dans sa conclusion, Marcel Rohner, le nouveau président de l'ABG, est revenu sur les différentes interventions et a rappelé qu'en adoptant toute une série de nouvelles législations ces dernières années, la Suisse avait fait son travail et s'était adaptée aux normes internationales et européennes. En matière de services financiers, Marcel Rohner a déclaré : *« Notre pays est en droit d'attendre de l'UE une approche pragmatique permettant d'obtenir une solution sectorielle équilibrée qui tienne compte des particularités de chacun et réduise les barrières protectionnistes. A nous tous de nous montrer créatifs pour élaborer une telle solution. »*

**Pour toute information complémentaire:**

Jan Langlo, directeur ABPS

[langlo@abps.ch](mailto:langlo@abps.ch), +41 22 807 08 00

Pascal Gentinetta, directeur exécutif ABG

[pascal.gentinetta@juliusbaer.com](mailto:pascal.gentinetta@juliusbaer.com), +41 79 202 48 65